

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA DEUX CENT SOIXANTE-DIXIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève
le jeudi 5 juillet 1984, à 10 h 30

Président : M. V. L. ISSRAELIAN (Union des Républiques
socialistes soviétiques)

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

Algérie : M. B. OULD-ROUIS
M. A. TAFFAR

Allemagne, République fédérale d' : M. H. WEGENER
M. F. ELBE
M. M. GERDTS
M. W-E. von dem HAGEN

Argentine : M. J. CARASALES
M. R. GARCIA MORITAN
M. R. R. HUBERT

Australie : M. R. ROWE
Mme S. FREEMAN
Mlle J. COURTNEY
Mlle S. BOYD

Belgique : M. M. DEFASSE
M. J-M. NOIRFALISSE

Birmanie : U MAUNG MAUNG GYI
U HLA MYINT
U PE THEIN TIN

Brésil : M. C. A. de SOUZA e SILVA
M. S. de QUEIROZ DUARTE

Bulgarie : M. K. TELLALOV
M. B. KONSTANTINOV
M. P. POPTCHEV
M. C. PRAMOV
M. N. MIKHAILOV
M. K. STANKOV

Canada : M. R. J. ROCHON
M. M. C. HAMBLIN

Chine : M. QULIAN JIADONG
Mme WANG ZHIYUN
M. YANG MINGLIANG
M. ZHANG WEIDONG
M. SUO KAIMING
M. LU MINGJUN

Cuba : M. E. de la CRUZ
M. A. CURBELO
M. J. L. GARCIA

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)Egypte :

M. BOUTROS BOUTROS GHALI
M. S. ALFARARGI
M. I. A. HASSAN
M. M. BADR
Mme W. BASSIM
M. F. MONIB

Etats-Unis d'Amérique :

M. L. FIELDS
M. N. G. CLYNE
M. H. W. DAVIDSON
M. R. SCOTT
M. J. MISKEL
M. A. HOROWITZ
M. B. MORTON
M. R. WATERS
M. P. S. CORDEN
M. A. LIEBOWITZ
M. J. E. McATEER
M. J. J. TIERNEY
M. C. WELLS
Mme M. WINSTON
M. R. MIKULAK

Ethiopie :

-

France :

M. F. de La GORCE
M. G. MONTASSIER
M. H. RENIE
M. GESBERT

Hongrie :

M. D. MEISZTER
M. T. TOTH

Inde :

M. M. DUBEY
M. S. K. SINGH
M. S. KANT SHARMA

Indonésie :

M. S. SUTOWARDOYO
M. I. M. DAMANIK
Mme P. RAMADHAN
M. F. QASIM
M. I. WIRANATAATMADJA
Mlle M. N. DARSA

Italie :

M. M. ALESSI
M. B. CABRAS
M. G. ADORNI BRACCESI
M. R. di CARLO

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Japon</u> :	M. M. IMAI M. M. KONISHI M. T. KAWAKITA M. I. AKIYAMA M. K. TANAKA
<u>Kenya</u> :	-
<u>Maroc</u> :	M. O. HILALE
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ y REYNERO M. P. MACEDO RIBA
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG M. S-O. BOLD
<u>Nigéria</u> :	M. F. GEORGE M. F. O. ADESHIDA
<u>Pakistan</u> :	M. K. NIAZ
<u>Pays-Bas</u> :	M. R. J. van SCHAIK M. J. RAMAKER M. R. AKKERMAN
<u>Pérou</u> :	M. P. CANNOCK M. C. CASTILLO RAMIREZ
<u>Pologne</u> :	M. S. TURBANSKI M. T. STROJWAS M. J. CIALOWICZ
<u>République démocratique allemande</u> :	M. H. ROSE M. H. THIELICKE M. W. KUBICZEK
<u>République islamique d'Iran</u> :	M. N. K. KAMYAB M. F. S. SIRJANI
<u>Roumanie</u> :	M. I. DATCOU M. T. MELESCANU M. A. POPESCOU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. R. I. T. CROMARTIE M. L. J. MIDDLETON M. D. A. SLINN
<u>Sri Lanka</u> :	M. J. DHANAPALA M. H. M. G. S. PALIHAKKARA

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)Suède :

M. R. EKEUS
Mme E. BONNIER
M. H. BERGLUND
M. J. LUNDIN
Mme A. M. LAU

Tchécoslovaquie :

M. M. VEJVODA
M. J. MATOUSEK

Union des Républiques socialistes
soviétiques :

M. V. L. ISSRAELIAN
M. B. P. PROKOFIEV
M. P. Y. SKOMOROKHINE
M. V. P. PRIAKHINE
M. S. V. NAGRADOV
M. G. V. BERDENNIKOV
M. R. M. TIMBERBAEV
M. L. A. NAOUMOV
M. I. N. CHERBAK
M. G. V. ANTSIFEROV

Venezuela :

-

Yougoslavie :

M. K. VIDAS
M. M. MIHAJLOVIĆ

Zaire :

M. O. GNOK

Secrétaire général de la Conférence
du désarmement et représentant
personnel du Secrétaire général :

M. R. JAIPAL

Secrétaire général adjoint de la
Conférence du désarmement :

M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je déclare ouverte la séance plénière de la Conférence du désarmement.

Pour commencer, permettez-moi de souhaiter une chaleureuse bienvenue à la Conférence à deux visiteurs distingués qui y prendront la parole aujourd'hui. Nous avons ici aujourd'hui le Secrétaire d'Etat au Département fédéral des affaires étrangères de Suisse, M. Edouard Brunner, qui représente le pays hôte. En outre, le Ministre d'Etat aux affaires étrangères d'Egypte, M. Boutros Boutros Ghali, prendra la parole en tant que deuxième orateur. Je suis certain que tous les membres écouteront leurs déclarations avec une attention particulière et je serai heureux de leur donner la parole.

La Conférence poursuit aujourd'hui l'examen du point 3 de son ordre du jour, intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées". Cependant, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui souhaiterait soulever un sujet quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Je voudrais rappeler également que, conformément au calendrier des réunions officielles que la Conférence doit tenir durant le mois de juillet, je me propose de convoquer une réunion officielle dès que la présente séance plénière aura été levée.

Je voudrais aussi noter la présence parmi nous des titulaires des bourses de désarmement pour 1984, qui assisteront aux séances plénières de la Conférence dans le cadre de leur programme d'études. Je leur souhaite un plein succès en l'occurrence, ainsi que davantage de réussite dans les négociations sur le désarmement que cela n'a été le cas en ce qui nous concerne.

Sont inscrits sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Suisse, de l'Egypte, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Argentine et de la République populaire de Bulgarie.

Conformément à la décision que la Conférence a prise à sa 255ème séance plénière, je donne maintenant la parole au représentant de la Suisse, Son Excellence le Secrétaire d'Etat au Département fédéral des affaires étrangères, M. Edouard Brunner.

M. BRUNNER (Suisse) :

I.

Monsieur le Président, c'est pour moi un privilège et un honneur que de pouvoir m'adresser ce matin à votre assemblée, rebaptisée en cette année 1984 "Conférence du désarmement", et qui se trouve être à ce jour le seul organe mondial de négociations multilatérales sur le désarmement. Je vous en remercie d'autant plus que la Suisse n'est pas membre de la Conférence, et qu'il n'allait de ce fait pas de soi qu'un de ses représentants puisse aujourd'hui s'adresser à vous.

D'emblée, je voudrais saluer Monsieur l'ambassadeur Victor Issraelyan, et lui souhaiter plein succès dans l'exercice de ses fonctions de Président de la Conférence pour le mois de juillet.

(M. Brunner, Suisse)

Je viens témoigner aujourd'hui de l'intérêt que la Suisse porte à cette Conférence qui siège à Genève, et de l'importance que notre pays attache à ses travaux. Cette importance est d'autant plus grande que la problématique du désarmement oscille actuellement entre deux dangers, qui sont ceux d'une trop grande émotionnalisation du débat, d'une part, et d'une technocratisation excessive du sujet, d'autre part. Or, l'on constate que les seuls résultats tangibles obtenus dans ce domaine par le passé - je pense par exemple aux négociations SALT I et au Traité de non-prolifération des armes nucléaires - ont été le résultat de patientes négociations menées au niveau des responsables politiques et par des professionnels à l'abri de pressions extérieures dont on peut parfois mettre en doute l'authenticité.

Nous assistons aujourd'hui à un regain de tensions entre l'Est et l'Ouest particulièrement préoccupant : la suspension des pourparlers sur la réduction des armements nucléaires stratégiques et les forces nucléaires intermédiaires en ont été des signes n'incitant guère à l'optimisme. Ces échecs et ces tensions compliquent toute négociation sur le désarmement, puisque son succès dépend directement des relations de confiance qui peuvent s'établir entre ses principaux protagonistes.

Sur cette toile de fond de pièges et d'écueils, la tâche de votre Conférence apparaît dans toute sa dimension. La Suisse en apprécie toute la signification et la valeur, de même qu'elle en reconnaît l'urgente nécessité. Elle se félicite des réalisations que ces 22 dernières années ont permis d'accomplir, tout en déplorant la modestie des progrès effectués dans certains domaines, celui des armes chimiques notamment.

La Suisse a décidé cette année d'intensifier sa collaboration avec la Conférence et a demandé à votre assemblée l'autorisation de participer aux travaux portant sur toutes les questions de fond inscrites à l'ordre du jour des séances plénières, et non plus seulement, comme c'était le cas ces dernières années, sur les seules questions relatives aux armes chimiques.

II.

Le Gouvernement suisse est conscient de l'importance croissante qu'acquiert dans la politique internationale le contrôle des armements et le désarmement, qui ne manquent pas d'influencer aussi la politique de sécurité de notre pays. De ce fait, il ne se contente pas de suivre aussi attentivement que possible les efforts accomplis dans ce domaine, tout en en mesurant toutefois la compatibilité avec la neutralité armée de la Suisse. Notre pays a ainsi ratifié - à une exception près - tous les traités de désarmement de portée globale élaborés dans ce forum. L'exception est constituée par le Traité sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires, de 1977. Une éventuelle adhésion de la Suisse à cet instrument international est du reste actuellement étudiée par nos services.

En outre, tout comme d'autres Etats neutres, la Suisse a déjà eu l'occasion de mettre à disposition son territoire pour des négociations en matière de contrôle des armements et de désarmement. Elle a l'intention de s'en tenir à l'avenir à cette politique de disponibilité afin de faciliter et d'encourager les négociations et les contacts multilatéraux et bilatéraux dans ces domaines que nous estimons essentiels.

D'autre part, depuis le 17 janvier 1984, nous participons à Stockholm à une conférence régionale, à savoir la Conférence sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe, dite la CDE, tenue dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Nous pensons qu'une approche

(M. Brunner, Suisse)

régionale de certains problèmes liés au désarmement peut aussi être prometteuse. Ainsi, avec les autres Etats neutres et les Etats non alignés, nous avons fait à la CDE des propositions concrètes, sans exclure de la négociation le non-recours à la force et le système de règlement pacifique des différends qui en est le corollaire naturel. Nous nous montrons actifs dans cette enceinte, et nous voulons aboutir à des résultats tangibles.

Lorsqu'il est question de limitation des armements et de désarmement, deux remarques fondamentales doivent être faites :

Premièrement : aujourd'hui comme hier, l'on ne saurait ignorer que la puissance militaire et la course aux armements sont la conséquence et non la cause de l'insécurité et des tensions internationales. Pour parvenir au désarmement, il est essentiel d'instaurer d'abord sur le plan international un climat de paix et de confiance. C'est dans cet esprit que nous avons accueilli à Stockholm l'idée d'une réaffirmation, voire d'un renforcement, dans des formes à convenir, du principe du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force.

Deuxièmement : une telle réduction de la menace ou de l'emploi de la force ne peut être envisagée que si, auparavant ou simultanément, sont institués des mécanismes internationaux efficaces qui permettent à chaque Etat de faire valoir ses droits et ses intérêts par d'autres moyens que les armes. Dans notre système international, la réduction de l'emploi de la force est nécessairement liée à l'instauration du règlement pacifique des différends. Dès 1973, dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, la Suisse n'a pas manqué de rappeler cette exigence et a présenté à ses partenaires de la Conférence un projet mettant en place un nouveau système de règlement pacifique des différends applicable aux Etats participants.

Mais la discussion de cette question n'est pas confinée à la CSCE, puisqu'en août 1983 la Roumanie, poursuivant les efforts dans ce domaine qu'elle avait initiés en 1975 déjà, le Nigéria et les Philippines ont présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies un document de travail proposant la création d'une commission permanente de bons offices, de médiation et de conciliation pour le règlement des différends et la prévention des conflits entre Etats. Cette initiative faisait suite à l'adoption par consensus en 1982, par l'Assemblée générale des Nations Unies, de la déclaration sur la solution pacifique des différends entre Etats. Nous saluons ces efforts qui, dans un cadre mondial, renforcent nos essais d'instaurer un système qui soit en mesure d'abaisser le niveau des tensions internationales.

Il découle du caractère complémentaire des aspects politiques et militaires de la sécurité qu'un rapport doit exister entre la sécurité de chaque Etat et la sécurité mondiale, ou celle d'une région prise comme un tout. En conséquence, aucune mesure nouvelle dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement ne devrait ni accentuer les problèmes existants ni créer de nouveaux déséquilibres dans le rapport des forces, déséquilibres qui sont autant de menaces accrues pour les Etats moins bien armés. Le contrôle des armements et le désarmement ne devraient pas creuser encore les différences mais plutôt instaurer des équilibres meilleurs.

Dans ce contexte, une vérification adéquate de l'application des mesures de désarmement est en règle générale tout aussi importante que les mesures elles-mêmes. En effet, sans un tel contrôle, nombreuses seraient les mesures de désarmement qui diminueraient le degré de sécurité de la plupart des Etats concernés.

(M. Brunner, Suisse)

Le désarmement est à la fois un problème universel et régional. Il se prête aussi à des approches subrégionales ou bilatérales. Nous nous prononçons en faveur de ces différentes voies, qui peuvent être poursuivies en parallèle pour autant qu'elles répondent aux exigences d'un équilibre global. Mais si chaque Etat a intérêt à ce que les efforts déployés aboutissent à un succès, le succès exige au départ une volonté politique réelle. Ce n'est que si tous les Etats, grands et petits, développés ou en voie de développement, sont prêts à apporter leur contribution concrète, que nous parviendrons à des résultats.

Le Gouvernement suisse est, je le répète, conscient de la nécessité de prendre des mesures pour limiter les armements et promouvoir le désarmement. Il connaît cependant les difficultés à surmonter. Les efforts déployés dans le monde entier en faveur du désarmement sont pourtant indispensables pour assurer la survie de la communauté internationale. Ces efforts ne doivent pas être abandonnés, aussi décevants que puissent en être parfois les résultats.

Monsieur le Président, après ces remarques concernant le contrôle des armements et le désarmement en général je voudrais vous soumettre quelques réflexions relatives aux armes chimiques.

La menace que constituent ces armes connaît actuellement un triste regain d'actualité. Le danger qu'elles constituent est renforcé pour deux raisons. En premier lieu, la technologie des armes chimiques étant relativement simple et peu coûteuse, elle est accessible à de nombreux Etats qui verraient croître leur tentation de les employer. En second lieu, ces armes produisent de tels effets, que l'on peut légitimement se demander si elles ne sont pas à classer dans la catégorie d'armes particulièrement odieuses car provoquant des souffrances inutiles.

La Suisse a été l'une des premières à signer le Protocole de Genève du 17 juin 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, qu'elle a ratifié le 12 juillet 1932. Elle est par ailleurs Partie à la Convention sur l'interdiction des armes bactériologiques du 10 avril 1972 qu'elle a ratifiée 4 ans plus tard.

Le Protocole de Genève garde toute sa valeur. Il importe dès lors que tous les Etats y adhèrent, de façon que son champ d'application soit véritablement universel. La Suisse lance donc un appel urgent à tous les Etats qui n'ont pas encore adhéré à ce Protocole d'accomplir ce pas aussi rapidement que possible. Le Protocole de Genève constituera ainsi, en attendant mieux, une interdiction générale de premier emploi de ces armes.

Si nécessaire qu'il soit, cet instrument international concernant l'interdiction d'emploi ne suffit pas à bannir le danger d'un recours aux armes chimiques en cas de conflits armés. Seules des mesures de désarmement comportant une abolition pure et simple de cette catégorie d'armes et la destruction des stocks existants, permettront d'écarter vraiment le danger.

Ce genre de question, de par sa nature, doit en priorité être réglé sur un plan mondial et universel. Ce n'est que si une interdiction universelle devait s'avérer impossible à négocier que l'on pourrait se rabattre sur une échelle moins ambitieuse. En ce qui nous concerne, cela pourrait être la CDE de Stockholm,

(M. Brunner, Suisse)

et c'est dans cet esprit que nous avons accueilli les propositions allant dans ce sens qui ont été faites dans la capitale suédoise. La Suisse attache donc une importance capitale à une convention sur l'interdiction générale et universelle des armes chimiques. Elle salue les efforts déployés au sein de la Conférence du désarmement dans ce domaine pour arriver à ce but et espère que les négociations correspondantes soient couronnées de succès. Mon pays, de son côté, reste déterminé à contribuer activement aux travaux de groupes qui traitent de ces armes au sein de la Conférence.

Notre intérêt à la conclusion d'une telle convention procède de considérations sur la sécurité, ce qui implique notamment que la convention comporte des procédures adéquates de vérification, condition sine qua non d'une renonciation à de coûteuses mesures nationales de protection et de défense.

La Suisse est pourtant consciente du fait que ces travaux nécessitent du temps, un temps que la situation alarmante dans ce domaine risque de ne pas nous accorder. Des mesures intermédiaires et immédiates nous paraissent indispensables. Aussi, à défaut de signer à brève échéance un accord général et universel, dont les modalités techniques pourraient donner lieu à des discussions prolongées, la Suisse propose que tous les Etats prennent d'ores et déjà l'engagement solennel, dans un forum universel approprié, de renoncer à l'emploi d'armes chimiques. Cet engagement, de nature politique, qui pourrait être pris, par exemple, sous les auspices des Nations Unies, pallierait dès maintenant le fait que tous les Etats ne sont pas parties au Protocole de Genève. Il permettrait ainsi d'attendre avec plus de sérénité qu'une convention générale vienne bannir à jamais la menace chimique, et confirmerait de façon solennelle l'engagement pris par ceux qui ont ratifié le Protocole de Genève.

Comme vous le savez, la Suisse, qui dispose d'une industrie chimique privée hautement développée, ne fabrique toutefois aucune arme chimique, et n'en exporte dès lors aucune. La Suisse n'a pas non plus acquis d'armes chimiques à l'étranger. Elle ne dispose donc d'aucun stock de ce genre d'armes. L'équipement de notre armée sert uniquement à protéger les combattants contre les effets des toxiques chimiques en cas de conflit. L'instruction à la troupe se limite à l'utilisation correcte des moyens de défense disponibles. La protection civile s'emploie à faire en sorte que les populations civiles soient, dans l'hypothèse d'un conflit, protégées contre les effets des armes chimiques et des autres moyens de destruction massive.

Monsieur le Président, pour conclure, je voudrais inviter les membres et observateurs de la Conférence du désarmement à visiter, pendant la première partie de la session de 1985, les laboratoires pour la protection contre les armes chimiques que l'armée suisse possède à Spiez. Ils y verront une institution que les temps actuels rendent nécessaire et qui, si une convention générale venait à être signée, serait utile aux fins de vérification.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le représentant de la Suisse de son importante déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Egypte, Son Excellence le Ministre d'Etat aux affaires étrangères, M. Boutros Boutros Ghali.

M. GHALI (Egypte) (traduit de l'arabe) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous exprimer mes sincères remerciements pour les aimables paroles de bienvenue que vous m'avez adressées. A mon tour, j'aimerais - dans cette déclaration d'un ministre égyptien, arabe et africain, devant la Conférence du désarmement - vous dire combien nous sommes heureux de vous voir présider notre Conférence pendant ce mois de juillet. Nous vous saluons en tant que représentant de l'Union soviétique, une nation avec laquelle l'Egypte a des liens d'amitié, de compréhension et de coopération, en tant que représentant de l'une des deux superpuissances qui portent une responsabilité spéciale dans le domaine du désarmement et qui ont le principal rôle dans l'effort international entrepris pour maintenir la paix et la sécurité et, enfin, en tant que diplomate du plus haut niveau, réputé pour son talent et sa vaste expérience.

J'aimerais à cette occasion rendre hommage à Mme Theorin et à l'Ambassadeur Ekéus qui ont présidé la Conférence en juin et leur dire combien la délégation égyptienne apprécie les efforts qu'ils ont déployés sans compter, leurs qualités exceptionnelles et les initiatives constructives qui sont devenues un apanage de la délégation suédoise dans le domaine du désarmement.

Je tiens également à saluer M. Edouard Brunner, Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la Confédération suisse, et à dire combien j'ai été heureux d'écouter son intervention extrêmement intéressante, qui témoigne de l'importance considérable que son pays - notre aimable hôte dans cette ville historique de Genève - attache à nos délibérations et à une participation active à nos travaux.

Monsieur le Président, depuis quelque temps déjà je souhaitais venir ici pour rencontrer les membres de la Conférence du désarmement. Le fait que cela n'ait eu lieu qu'aujourd'hui ne signifie nullement que nous méconnaissions le rôle essentiel que la Conférence est appelée à jouer ou la nécessité d'associer les efforts de tous les pays, grands et petits, nucléaires et non nucléaires, développés ou en développement, riches ou pauvres, pour atteindre ces objectifs de l'humanité que sont la paix, le désarmement, la stabilité et le progrès.

La contribution de l'Egypte à ces efforts ne date d'ailleurs pas d'aujourd'hui ou d'hier, mais remonte à un quart de siècle. L'Egypte a été membre du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement dès sa création en 1961, puis de la Conférence du Comité du désarmement à partir de 1969 et ensuite du Comité du désarmement en 1979, qui est devenu cette année la "Conférence du désarmement".

Tout en louant ces forums pour les succès qu'ils ont obtenus en concluant un certain nombre d'accords importants en matière de désarmement, nous ressentons incontestablement une profonde préoccupation en voyant, année après année et session après session, que la Conférence du désarmement - l'unique forum multilatéral de négociation dans ce domaine - est incapable d'accomplir des progrès positifs en direction des objectifs auxquels la communauté mondiale tout entière s'est ralliée, et qui sont maintenant énoncés dans le Document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, en 1978. Faute d'avoir pu arrêter la course aux armements, chaque année qui passe et en vérité chaque jour qui passe, ajoute de nouveaux instruments de mort et de destruction aux arsenaux déjà saturés, accroît le risque de guerre, sape la sécurité internationale, fait obstacle au processus du développement et empêche de consacrer de précieuses ressources au profit de l'humanité tout entière.

Aujourd'hui, les ondes de choc se répercutent dans de nombreuses parties du monde. Des conflits armés éclatent, détruisant un nombre incalculable de vies humaines, épuisant les énergies, appauvrissant les ressources humaines et matérielles. Le monde

(M. Ghali, Egypte)

d'aujourd'hui a un besoin pressant de coopération pour réorienter tous les potentiels vers la sécurité, le développement et la paix au lieu de fabriquer encore davantage d'armes de destruction et d'anéantissement.

Etant donné le lien étroit qui existe entre l'établissement de relations internationales stables et le succès des négociations sur le désarmement, il n'est pas surprenant que la stagnation de ces dernières coïncide avec une détérioration progressive des relations internationales, spécialement entre les deux superpuissances, dans une mesure qui nous fait appréhender le spectre d'une confrontation mondiale et nous donne un sentiment constant d'inquiétude et d'insécurité.

La paix mondiale - ce patrimoine commun de l'humanité - exige un ferme respect des principes de la Charte des Nations Unies, l'élimination des politiques de force dans les relations internationales, le règlement des différends par des moyens pacifiques, la cessation de toutes les formes d'intervention et d'occupation et la satisfaction des droits légitimes de tous les peuples, y compris le droit à l'autodétermination.

Tout en reconnaissant que la force ne conduira jamais à la paix, nous sommes convaincus qu'une sécurité durable ne pourra être consolidée que par un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace et qu'une course aux armements aboutirait inévitablement à l'escalade et à la rivalité militaire.

Lorsque les relations internationales dégénèrent, que le rythme de la course aux armements s'accélère et que les dépenses militaires prennent des proportions astronomiques, l'ordre économique international ne peut que subir de sévères fluctuations; les nations se trouvent devant des crises interdépendantes qui portent en particulier de rudes coups aux économies des pays en développement en ruinant les plans de développement nationaux. Les possibilités d'investissement et de production sont mises en échec et des millions d'êtres humains continuent de languir en proie à la faim, à la maladie et aux privations.

Notre inquiétude face à cette situation ne doit pas être interprétée comme une excuse pour nous dérober à notre engagement de rechercher la paix, la sécurité et le désarmement. Au contraire, elle doit nous inciter à accélérer et à redoubler d'efforts pour créer des "mesures propres à renforcer la confiance" dans les relations internationales et éviter tout ce qui risquerait de détruire ou d'ébranler la confiance mutuelle. Nous devons réaffirmer, en paroles et en actes, notre stricte adhésion aux dispositions de la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international. Nous devons nous abstenir de recourir à la force et rejeter les théories de la dissuasion nucléaire, de la guerre nucléaire limitée et les autres concepts similaires qui ne peuvent qu'intensifier la course aux armements et exacerber les tensions.

Le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement en 1978, qui reflétait un rare consensus d'opinions, réaffirme la volonté collective de la communauté internationale de mettre fin à la course aux armements. Ce document a posé les fondements d'une stratégie internationale qui vise au désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Il définit l'ampleur des responsabilités incombant aux Etats nucléaires en général et aux deux superpuissances en particulier, qui possèdent d'énormes arsenaux militaires, afin qu'ils mettent un frein à la course aux armements et réduisent leurs stocks en vue de réaliser le désarmement.

(M. Ghali, Egypte)

A cet égard, je tiens à réaffirmer que l'Egypte s'aligne sur la Déclaration commune des quatre continents, publiée le 22 mai 1984 par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la Suède et de la Tanzanie, qui demande instamment aux Etats-Unis et à l'Union soviétique ainsi qu'au Royaume-Uni, à la France et à la Chine, d'arrêter tout essai, toute production et tout déploiement d'armes nucléaires et d'élaborer un programme continu de réduction des armements. Je voudrais aussi souligner à nouveau notre appui total à cette initiative que j'ai eu l'occasion d'exprimer au cours de ma visite au Mexique il y a quelques jours, ainsi qu'il ressort de la déclaration commune publiée à l'issue de mes entretiens, le 19 juin 1984, avec le Ministre des relations extérieures du Mexique, M. Bernardo Sepulveda Amor.

Seules des négociations sérieuses et constructives au cours desquelles les deux superpuissances assumeraient leurs responsabilités et leurs engagements particuliers et dans lesquelles l'Organisation des Nations Unies jouerait un rôle fondamental et efficace au sein de ce forum, qui fournit un cadre politique véritablement unique, permettront de trouver des solutions aux problèmes de désarmement.

Qu'il me soit permis de rappeler dans ce contexte que l'expérience de l'Egypte au cours des quelques dernières années a confirmé que les négociations et le dialogue sont le moyen de parvenir à des résultats positifs, que l'on n'aurait jamais cru possibles avant d'engager le processus. Je crois donc qu'en dépit des difficultés et des obstacles, il est fondamental - voire même impératif pour la réussite de nos travaux - de poursuivre des négociations car les obstacles ne peuvent être surmontés qu'en intensifiant les négociations et le dialogue.

Monsieur le Président, notre foi dans la justice inhérente à la cause du désarmement, dans la négociation et dans l'action commune pour parvenir à celui-ci, découle de notre engagement inébranlable en faveur du droit de tous les peuples à la paix, à la sécurité, et à la stabilité.

Située comme elle est au coeur du monde arabe, à la porte de l'Afrique et aux bords de la Méditerranée qui la relie à l'Europe, l'Egypte s'intéresse tout naturellement aux questions concernant le désarmement et la sécurité dans toutes ces régions, en s'inspirant dans son action des principes du non-alignement, pierre angulaire de sa politique.

Sur cette base, l'Egypte n'a épargné aucun effort pour oeuvrer en faveur de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient et protéger la région du péril des armes nucléaires. L'Egypte a renoncé, de son propre gré à l'option nucléaire, elle a ratifié le Traité sur la non-prolifération en février 1981 et elle a accepté de soumettre ses installations nucléaires à des garanties internationales. Elle s'est également lancée dans un ambitieux programme d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et pour atteindre des objectifs de développement. Elle a construit une série de centrales nucléaires dont la puissance atteindra 8 000 kW d'ici l'an 2000.

Depuis 1981, l'Egypte a signé des accords de coopération nucléaire pacifique avec des institutions internationales et régionales, ainsi qu'avec la France, l'Italie, les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne, le Canada et l'Australie qui s'ajoutent aux accords précédemment signés avec l'Union soviétique en 1956, avec la Norvège en 1961, avec l'Inde en 1962 et avec la Yougoslavie en 1963.

(M. Ghali, Egypte)

L'Egypte a accordé une attention particulière à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et a réussi - depuis sa première initiative en 1974 - à obtenir l'approbation de la communauté internationale sous la forme de plusieurs résolutions de l'Assemblée générale en la matière, en particulier la résolution 38/64 qui a été adoptée par consensus. Elle appelle les pays intéressés à adhérer au Traité sur la non-prolifération et à s'abstenir, sur une base de réciprocité, de mettre au point, d'acquérir ou de posséder des armes nucléaires et à soumettre leurs installations nucléaires à un système international de contrôle et d'inspection.

Le succès de ces efforts dépend largement du strict respect d'une application de bonne foi des résolutions de l'Assemblée générale. Puisque tous les Etats voisins ont adhéré au Traité sur la non-prolifération et se sont engagés à s'abstenir de fabriquer ou de posséder des armes nucléaires et à soumettre leurs installations nucléaires à un système international de contrôle et d'inspection, il est grand temps pour Israël d'en faire autant et de se conformer à la résolution de l'Assemblée générale adoptée par un consensus auquel Israël a participé. Ce faisant, Israël ferait la preuve de ses bonnes intentions et de la sincérité de son désir proclamé de paix et de stabilité. Un plaidoyer en faveur de la paix n'est guère compatible avec la quête des armes nucléaires.

Sur le plan africain, la première Conférence au sommet africaine qui s'est tenue au Caire il y a vingt ans, en juillet 1964, a formulé la première Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique. Cette Déclaration a été réitérée par la deuxième Conférence au sommet des non-alignés, qui s'est également tenue au Caire en octobre de la même année, et elle a été réaffirmée par la suite dans de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Alors que les pays africains ont respecté les engagements stipulés dans cette Déclaration, le régime raciste d'Afrique du Sud continue de développer ses programmes nucléaires, créant ainsi une grave menace non seulement pour la paix en Afrique mais aussi pour la paix et la sécurité internationales.

L'Egypte, qui s'est associée à la condamnation universelle de cette activité, demande instamment que les résolutions de l'Assemblée générale sur la cessation de toute coopération nucléaire avec le régime raciste d'Afrique du Sud soient appliquées et que les installations nucléaires de ce pays soient soumises à une inspection internationale.

En outre, l'Egypte s'intéresse aux questions de sécurité européenne qui, à son avis, sont étroitement liées à la sécurité en Méditerranée, d'une part, et à la sécurité au Moyen-Orient d'autre part.

Le 30 novembre 1981, lors de l'ouverture des négociations de Genève entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les missiles nucléaires de portée intermédiaire en Europe, auxquelles ont fait suite les négociations sur la limitation des armes stratégiques, le Ministère des affaires étrangères d'Egypte a publié une déclaration officielle dans laquelle il exprimait sa satisfaction à cet égard, soulignant que le succès de ces négociations aurait un impact positif sur la sécurité au Moyen-Orient et sur les efforts en faveur de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans cette région.

Aujourd'hui, nous éprouvons un sentiment de déception et de regret devant l'arrêt de ces négociations, mais nous espérons ne pas avoir à attendre trop longtemps leur reprise et l'adoption par les parties de mesures visant à créer un climat favorable à leur succès.

(M. Ghali, Egypte)

Dans ces circonstances, la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe acquiert une grande importance, car elle indique que les parties ont conscience du fait que le dialogue est le seul moyen de réaliser les objectifs communs de la sécurité, de la paix et du désarmement.

Monsieur le Président, le forum dont vous dirigez les travaux discute de questions d'une grande importance pour l'ensemble de la communauté internationale, et qui occupent une position hautement prioritaire.

Comme nous n'avons guère la possibilité de les examiner toutes en détail, permettez-moi, en particulier, de faire état de l'importance que nous attachons à l'heureux aboutissement de vos efforts en faveur d'un accord sur le traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Manifestement, aucun retard dans la réalisation de cet objectif n'est plus acceptable après cette longue attente de près de trois décennies.

L'Egypte attache aussi une importance particulière à la question de la fourniture de garanties de sécurité efficaces aux Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires. Tant que les pays nucléaires conservent leurs arsenaux nucléaires, tant que les efforts visant à juguler la course aux armements nucléaires et à réaliser le désarmement nucléaire - seule garantie véritable contre l'utilisation de ces armes - demeurent dans l'impasse, les revendications à ce sujet deviendront toujours plus pressantes et légitimes.

L'Egypte compte bien que nous associerons nos efforts pour conclure rapidement une convention interdisant les armes chimiques, énonçant des principes et des dispositions qui en renforceront la crédibilité et qui consolideront la sécurité des Etats parties. Nous sommes persuadés qu'en bâtissant sur la base de ce qui a été réalisé jusqu'ici, nous contribuerons aux efforts déployés par la Conférence pour atteindre cet objectif.

De même, je voudrais souligner la nécessité urgente de codifier l'interdiction de l'emploi de matières radioactives à des fins hostiles, soit par le recours à une arme radiologique "proprement dite" soit par des attaques contre des installations nucléaires, des attaques qu'il n'est plus possible d'ignorer compte tenu d'événements récents.

Vous admettrez sans doute que la prévention de la guerre nucléaire est aujourd'hui une tâche urgente. Dans le Document final et dans sa résolution 38/183, l'Assemblée générale a souligné cette réalité, sur laquelle ont également mis l'accent les chefs d'Etat et de gouvernement de pays non alignés qui dans le communiqué final de leur Conférence tenue à New Delhi en mars 1983, ont affirmé que "le péril le plus grave qui pèse actuellement sur le monde est la menace à laquelle une guerre nucléaire exposerait la survie de l'humanité".

Dans son allocution à la dernière session de l'Assemblée générale, en septembre 1983, le Président Hosni Moubarak a souligné l'intérêt considérable que l'Egypte porte à cette question et réaffirmé la nécessité urgente de redoubler d'efforts pour "empêcher le déclenchement d'une guerre aussi destructive, ou que nous soyons situés géographiquement et quelles que soient nos convictions politiques ou idéologiques".

(M. Ghali, Egypte)

L'extension de la course aux armements à l'espace extra-atmosphérique constitue une nouvelle source d'anxiété pour toute l'humanité. Certes, le monde a accueilli avec satisfaction la conquête pacifique de l'espace, mais il est certains qu'elle est aujourd'hui profondément alarmée devant la tendance croissante - particulièrement de la part des pays qui possèdent les plus importantes capacités technologiques - à étendre la course aux armements à l'espace extra-atmosphérique et à mettre au point de nouveaux systèmes d'armes. Les étoiles et les planètes, qui jadis étaient des sources d'inspiration poétique, sont aujourd'hui devenues le théâtre d'une rivalité militaire et sont sur le point de se trouver être les otages de pulsions mauvaises et destructrices.

L'Egypte qui, depuis longtemps, fait tout son possible pour attirer l'attention sur la nécessité de garantir l'espace contre des utilisations non pacifiques, espère que vous ouvrirez rapidement des négociations en vue de conclure un ou plusieurs accords, selon qu'il conviendra, visant à prévenir une course aux armements sous tous ses aspects dans l'espace extra-atmosphérique.

Monsieur le Président, nous avons une foi illimitée dans la capacité créatrice de l'homme et dans sa bonté foncière. Le monde, aujourd'hui ébranlé par les épreuves et les tribulations, détient sans nul doute la clef de son propre salut. Ce qu'il nous faut, c'est bien comprendre nos objectifs et prendre tous conscience des intérêts de l'ensemble de notre communauté internationale en renonçant à toute conception étroite de nos propres intérêts. Il nous faut trouver une méthode clairement définie pour poser les fondations d'un édifice stable et équitable, offrant à chacun la paix, la prospérité et la sécurité.

Votre forum, Mesdames et Messieurs, constitue le meilleur cadre pour une coopération en vue de la réalisation de l'objectif du désarmement. Le destin de l'humanité est solidement lié au résultat de vos efforts. Si le désarmement est réalisé, la paix et la sécurité seront renforcées et les droits de l'homme à la sécurité, à la stabilité et à la vie seront consolidés. Nous sommes convaincus que, grâce à votre volonté sincère et à votre travail constructif, vous êtes en mesure de faire face à cette tâche et de répondre aux espoirs que placent en vous notre génération et les générations à venir.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le représentant de l'Egypte, le Ministre d'Etat aux affaires étrangères M. Boutros Boutros Ghali, de son importante déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de mon pays et de moi-même.

Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, l'Ambassadeur Fields.

M. FIELDS (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Je vous remercie, Monsieur le Président. Au nom de la délégation des Etats-Unis, je voudrais vous féliciter de votre accession à la présidence de notre Conférence pour le mois de juillet. Vous apportez à ces importantes fonctions un bagage impressionnant et une grande expérience de notre forum. Bien que nos opinions divergent fréquemment, nous avons néanmoins oeuvré ensemble tout au long des ans sur de nombreuses questions d'intérêt vital et avons réussi à conclure des accords dont l'origine se situe dans les organismes prédécesseurs du nôtre.

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

Monsieur le Président, nous avons établi de solides relations de travail au sein de cette Conférence, et nos délégations en ont fait autant. Des divergences subsisteront inévitablement, mais la bonne volonté et le respect mutuel permettront de les surmonter et d'accomplir ainsi des progrès. C'est dans cet esprit que nous vous souhaitons beaucoup de succès en dirigeant les activités de la Conférence et je puis vous assurer de toute ma coopération et de celle de ma délégation dans nos efforts de trouver des solutions mutuellement acceptables aux difficultés qui ont empêché ou retardé nos importants travaux. Le Gouvernement des Etats-Unis est désireux de trouver des moyens d'améliorer les relations de travail entre nos deux pays et, pour notre part, nous ne manquerons pas de travailler dans ce sens. Ainsi que le Président Reagan l'a dit le 16 janvier dernier, "Si les Etats-Unis et l'Union soviétique veulent répondre aux défis qui nous confrontent et saisir les occasions propices à la paix, nous devons déployer des efforts accrus pour dégager des zones d'intérêt mutuel et construire plus avant sur cette base".

Avant de commencer ma déclaration, je voudrais aussi exprimer par votre intermédiaire, Monsieur le Président, mes félicitations à Mme l'Ambassadeur Theorin et à M. l'Ambassadeur Ekéus pour l'excellente façon dont ils ont dirigé nos travaux au cours du mois durant lequel la Suède a exercé la présidence de la Conférence. Leur habileté et leurs directives ont mis la Conférence sur une bonne voie pour cet été et ont beaucoup contribué à faire avancer nos travaux. Je sais que M. l'Ambassadeur Ekéus et la délégation suédoise continueront d'apporter une contribution productive aux importantes tâches que nous aurons à accomplir cet été.

Je voudrais aussi me joindre à vous pour souhaiter la bienvenue au Secrétaire d'Etat de la Suisse M. Edouard Brunner, ainsi qu'au Ministre d'Etat aux affaires étrangères d'Egypte, M. Boutros Boutros Ghali. La présence de ces deux éminents dirigeants dans le domaine des relations extérieures et du désarmement nous honore et leurs gouvernements montrent tout l'intérêt qu'ils portent aux travaux de ce forum en les envoyant ici prendre la parole devant nous.

Je poursuivrai aujourd'hui la série de mes déclarations à la Conférence expliquant comment le projet de convention des Etats-Unis sur l'interdiction des armes chimiques aborde chacune des quatre grandes questions soulevées par une interdiction complète et efficace des armes chimiques. Aujourd'hui, je parlerai de ce qu'une partie à la convention doit faire dans le cadre d'une telle interdiction.

Une partie est tenue de prendre en vertu de la convention deux mesures principales. Premièrement, elle doit déclarer ses activités liées aux armes chimiques et déclarer les zones et installations où ces activités se déroulent. Deuxièmement, elle doit détruire les installations de fabrication et les stocks qui la dotent d'une capacité de mener une guerre chimique. Je parlerai successivement de chacune de ces exigences.

Afin de déterminer les emplacements et les installations qui feront l'objet d'une vérification systématique, l'article IV du projet de convention des Etats-Unis exige d'une partie qu'elle fournisse des renseignements détaillés sur toutes ses activités qui ont une incidence sur sa capacité de mener une guerre chimique. La première de ces "déclarations" interviendrait avant même l'entrée en vigueur de la convention pour une partie donnée. Les Etats-Unis ont proposé dans le

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

document CD/500, c'est-à-dire dans le projet de convention, qu'une partie soit tenue de déclarer, lorsqu'elle signe la convention, si des armes chimiques ou des installations de fabrication d'armes chimiques sont situées sur son territoire ou se trouvent sous son contrôle où que ce soit dans le monde. Cette déclaration fournirait une base pour faciliter la vérification de la convention et constituerait une importante mesure propre à renforcer la confiance.

Trente jours après l'entrée en vigueur de la convention pour une partie donnée, des déclarations plus détaillées doivent être faites au sujet de la capacité de guerre chimique de cette partie. Si une partie possède effectivement des armes chimiques, elle doit déclarer avec précision l'emplacement de ces armes et fournir l'inventaire des produits chimiques et des armes qui se trouvent à chaque emplacement en indiquant leur nom, leur formule structurale chimique, leur toxicité et leur poids. En outre, une partie doit déclarer si elle possède ou non des produits chimiques létaux supertoxiques ou des précurseurs clefs à des fins de protection, étant donné que ces produits chimiques sont en rapport avec la capacité qu'a une partie de mener une guerre chimique et qu'il convient donc de les surveiller et de les réglementer de près. Si une partie ne possède pas d'armes chimiques, elle doit également le déclarer.

Afin de donner une description plus complète de la capacité de guerre chimique potentielle d'une partie, d'autres types de produits chimiques qui présentent un risque d'être détournés à des fins d'armes chimiques doivent aussi faire l'objet de déclarations annuelles. Bien qu'autorisés en très petites quantités à des fins de recherche, médicales ou de protection, les produits chimiques extrêmement dangereux inscrits au tableau A du projet de convention présentent un risque élevé de détournement à des fins d'armement chimiques. Des renseignements sur les personnes autorisées à posséder ces produits chimiques, sur les quantités fabriquées et sur les utilisations qui en sont faites doivent être communiqués annuellement. Les produits chimiques inscrits au tableau B sont largement utilisés à des fins pacifiques, mais ils présentent aussi un risque particulier de détournement à des fins d'armement chimique. Des rapports annuels doivent être établis sur les quantités de ces produits chimiques qui sont fabriquées, importées et exportées ainsi que sur leurs utilisations finales. Des rapports annuels sur les produits chimiques énumérés au tableau C, qui présentent aussi un risque particulier de détournement à des fins d'armement chimique, doivent aussi être présentés, avec l'indication des quantités fabriquées, importées ou exportées si ces quantités dépassent une limite annuelle spécifique.

Ainsi donc, le projet de convention des Etats-Unis exige que soient fournis des renseignements plus ou moins détaillés sur tous les produits chimiques qui ont une certaine incidence sur la capacité d'une partie de mener une guerre chimique. Ces renseignements sont nécessaires pour s'assurer que ces produits chimiques sont détruits, utilisés ou surveillés conformément aux dispositions de la convention.

Il est également nécessaire d'avoir des renseignements détaillés sur les installations qui fabriquent ou qui ont fabriqué des produits chimiques utilisables comme armes chimiques. On trouvera au paragraphe 10 de l'article II, la définition d'une "installation de fabrication d'armes chimiques". Le projet de convention des Etats-Unis exigerait des parties qu'elles déclarent, dans un délai de 30 jours après l'entrée en vigueur, leurs installations de fabrication d'armes chimiques, en

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

indiquant leur emplacement, leur nature et leur capacité, en même temps que d'autres renseignements spécifiés à l'annexe II. L'annexe II stipule que les installations de fabrication d'armes chimiques doivent être déclarées, même si elles ont été détruites ou converties à des fins pacifiques, ou si elles étaient ou sont des installations à double fin. De même, si une partie ne possède aucune installation de fabrication d'armes chimiques, elle doit aussi le déclarer. La convention exige également que soient déclarées toute installation de fabrication de produits chimiques létaux supertoxiques et de précurseurs clefs à des fins de protection et toute installation fabriquant des produits chimiques inscrits aux tableaux B et C. Des déclarations doivent aussi être faites en ce qui concerne les installations qui servent à mettre au point et à expérimenter des armes chimiques. Toutes les installations déclarées sont celles qui sont directement liées aux armes chimiques ou qui fabriquent des produits chimiques présentant un risque particulier de détournement à des fins d'armement chimique.

Les renseignements contenus dans ces déclarations ne seraient pas seulement nécessaires pour aider le Comité consultatif à déterminer les emplacements et les installations se trouvant sur le territoire d'une partie qui devraient faire l'objet d'une vérification internationale systématique sur place; ils serviraient aussi à spécifier les installations et les stocks de produits chimiques qui devraient être détruits en vertu des dispositions des articles V et VI du projet de convention. Ces articles exigent d'une partie qu'elle détruise toutes ses armes chimiques et toutes ses installations de fabrication d'armes chimiques.

Avec la déclaration initiale concernant ses armes chimiques, une partie doit présenter un plan détaillé pour leur destruction avec l'indication des emplacements et du mode de destruction, des tableaux des quantités et des types d'armes chimiques à détruire et l'indication des produits finals du processus de destruction. En vertu de l'article V, la destruction des armes chimiques doit commencer au plus tard 12 mois et s'achever au plus tard 10 ans après l'entrée en vigueur de la convention. Ce processus de destruction ferait l'objet d'une vérification internationale systématique sur place, impliquant une présence continue d'inspecteurs et une surveillance continue au moyen d'instruments installés sur place. Selon l'article V, une partie serait également tenue d'établir des rapports annuels concernant l'exécution de son plan de destruction.

L'alinéa e) du paragraphe 1 de l'article V prévoit que la destruction des armes chimiques doit être effectuée conformément à un calendrier spécifié à l'annexe II. Ce calendrier n'est pas spécifié dans le projet des Etats-Unis et doit faire l'objet de négociations ici, à la Conférence du désarmement. Il est vital que le calendrier de la destruction des armes chimiques soit tel que, pendant la période de destruction, aucun Etat ne puisse acquérir un avantage militaire sur un autre Etat, en raison du rythme de ses activités de destruction. Pour que l'on puisse parvenir à un résultat équitable et équilibré, la négociation de ce calendrier exigera l'examen de nombreux facteurs. Etant donné son importance pour la sécurité nationale d'une partie, ce calendrier doit être spécifié avant que la convention ne soit ouverte à la signature. Nous ne pouvons pas repousser l'examen de cette disposition cruciale après l'entrée en vigueur de la convention, comme certains l'ont proposé. Je demande instamment aux délégations de commencer à examiner ce point fondamental.

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

Avant d'en finir avec la question de la destruction des armes chimiques, j'aimerais, Monsieur le Président, examiner encore un autre aspect. Certaines délégations ont demandé instamment qu'outre leur destruction, il soit possible de réaffecter à des fins autorisées des produits chimiques contenus dans des armes chimiques. Les Etats-Unis se sont élevés contre la notion de réaffectation, principalement à cause des préoccupations quant à la façon de vérifier que les articles en cause ne sont pas placés dans des stocks clandestins d'armes chimiques. Il est évident que des mesures additionnelles et très intrusives de vérification seraient nécessaires pour s'assurer qu'une telle action prohibée ne se produise pas. Vu les préoccupations exprimées par l'Union soviétique et d'autres pays au sujet de la vérification internationale sur place, les Etats-Unis ont choisi l'approche qui minimiserait le besoin d'une telle inspection, à savoir exiger que toutes les armes chimiques soient détruites. Néanmoins, la délégation des Etats-Unis est prête à examiner toutes propositions de réaffectation, à condition que ces propositions précisent de façon détaillée ce qui pourrait être réaffecté ainsi que les mesures de vérification qui s'appliqueraient à de telles réaffectations. Cela permettrait aux membres de la Conférence du désarmement de déterminer si l'exigence d'une vérification efficace sera satisfaite par ces propositions.

L'article VI du projet de convention exige d'une partie qu'elle cesse immédiatement la fabrication d'armes chimiques et qu'elle détruise ses installations de fabrication d'armes chimiques dans un délai de dix ans. Une partie doit présenter un plan de destruction de ces installations de fabrication expliquant la méthode qui sera utilisée pour fermer les installations et détruire le matériel et les structures qui les constituent et indiquant les délais dans lesquels chaque installation de fabrication spécifique sera détruite. Comme dans le cas des armes chimiques, les installations de fabrication doivent être détruites selon un calendrier convenu tel qu'aucun Etat n'obtienne un avantage militaire pendant le processus de destruction. Ce calendrier devrait aussi être négocié avant que la convention ne soit ouverte à la signature. La destruction de ces installations ferait l'objet d'une vérification internationale systématique sur place, et des rapports annuels sur le processus de destruction seraient également exigés.

Conformément à la définition d'une installation de fabrication d'armes chimiques contenue dans le projet de convention, les parties ne seraient pas tenues uniquement de détruire les installations qui fabriquent effectivement des munitions chimiques. Elles seraient aussi tenues de détruire, avec une seule exception, toute installation conçue, construite ou utilisée depuis le 1er janvier 1946 pour fabriquer n'importe quels produits chimiques toxiques ou précurseurs clefs destinés à être utilisés dans des armes chimiques. La seule exception à cette exigence générale viserait les installations qui, dans le passé, ont fabriqué un produit chimique toxique inscrit au tableau B de l'annexe III qui aurait servi à des fins d'armement chimique.

La meilleure façon d'illustrer l'effet de l'action combinée de l'article VI et de la définition de l'expression "installation de fabrication d'armes chimiques" est de fournir quelques exemples. Une installation qui aurait été construite pour fabriquer des produits chimiques uniquement destinés à des armes chimiques mais aurait été ultérieurement convertie à d'autres fins devrait être détruite étant donné qu'elle a été conçue et construite à des fins d'armement chimique. Une installation à double fin, c'est-à-dire une installation qui fabrique des produits chimiques toxiques à la fois à des fins d'armement chimique et à des fins autorisées, devrait également être détruite afin que l'on soit sûr qu'elle ne fabriquera pas clandestinement d'armes chimiques dans l'avenir. Ces exemples illustrent l'exigence de la destruction des installations qui ont eu un lien direct avec la capacité de guerre chimique d'une partie.

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

En revanche, aux termes du projet de convention des Etats-Unis, il ne serait pas nécessaire de détruire une installation ayant fabriqué du cyanure d'hydrogène (produit chimique figurant au tableau B) et qui, dans le passé, en aurait vendu une certaine quantité à des établissements militaires pour servir dans des armes chimiques. Etant donné que les produits chimiques inscrits au tableau B sont fabriqués en grandes quantités à des fins autorisées la confiance dans le respect de la convention ne serait pas accrue si l'on exigeait la destruction d'une installation qui, à un moment donné dans le passé, aurait vendu de ces produits chimiques à des établissements militaires. De toute façon la fabrication des produits chimiques inscrits au tableau B est soumise aux prescriptions de l'annexe III concernant la vérification.

D'aucuns ont estimé que l'approche des Etats-Unis en la matière exigeait la destruction d'un trop grand nombre d'installations ayant des utilisations pacifiques en plus de celles ayant trait aux armes chimiques. Mais l'objectif des Etats-Unis dans ces négociations est d'éliminer une fois pour toutes la capacité d'une partie de mener une guerre chimique. Pour obtenir le maximum de certitude que cet objectif a été atteint, il faut que toutes les installations chimiques qui ont été conçues, construites ou utilisées pour fabriquer des armes chimiques soient détruites. Ma délégation reconnaît que cette approche pourrait se solder par certains coûts économiques aussi bien pour d'autres pays que, certainement, pour les Etats-Unis. Néanmoins, les Etats-Unis sont prêts, et pensent que les autres pays le seront également, à assumer ce coût modeste pour donner au monde l'assurance qu'il ne sera pas possible à une partie à cette convention de mener une guerre chimique.

Les plus importantes questions non résolues concernant les déclarations et la destruction mettent en cause les installations de fabrication d'armes chimiques. Sur le tard, en cette cinquième année des négociations sur les armes chimiques à la Conférence du désarmement, de sérieux efforts ont été entrepris pour définir cette expression. Nous nous félicitons de ces efforts et demandons instamment qu'ils soient poursuivis et intensifiés. D'autre part, les opinions demeurent très divergentes tant en ce qui concerne l'échelonnement que le contenu des déclarations visant ces installations. Quelques délégations n'ont présenté aucun commentaire sur d'importants aspects de ce problème, en faisant valoir que ces questions devraient être traitées ultérieurement. Nous ne saurions accomplir de progrès en agissant de la sorte. J'espère que ces délégations commenceront à participer activement à la recherche de solutions à ces problèmes non résolus.

En bref, le projet de convention des Etats-Unis prévoit qu'une partie doit fournir des informations détaillées sur ses armes chimiques, ses installations de fabrication d'armes chimiques et sur les autres activités en rapport avec sa capacité de mener une guerre chimique. Le projet de convention prévoit qu'une fois ces informations fournies, une partie doit détruire ses armes chimiques et les installations de fabrication qui ont un lien direct avec sa capacité de guerre chimique. Ces deux mesures qu'une partie doit prendre, associées à d'autres dispositions du projet d'accord, se traduiront par une interdiction complète et efficace des armes chimiques.

Monsieur le Président, dans ma prochaine déclaration, je continuerai d'examiner la façon dont le projet de convention des Etats-Unis répond aux grandes questions que soulève une interdiction des armes chimiques.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à mon égard.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine, l'Ambassadeur Carasales.

M. CARASALES (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président mes premières paroles seront pour exprimer le plaisir de ma délégation et le mien propre de vous voir présider les travaux de notre Conférence ce mois-ci. Nous tous qui, ces dernières années, avons pu apprécier votre intelligence et vos qualités professionnelles, sommes certains que votre activité au cours de nos délibérations sera efficace et féconde. Vous pouvez donc compter sur l'appui et la coopération sans réserve de la délégation argentine.

Je tiens en même temps, au nom de ma délégation, à rendre hommage à la Suède, à qui a incombé la mission de présider les travaux de la Conférence le mois passé. C'est, je crois, presque un symbole de l'intérêt profond que la Suède porte à la question du désarmement que ce pays nous ait donné non pas un mais deux présidents. Si physiquement aucune confusion n'était possible entre les deux présidents, ils peuvent se comparer l'un à l'autre pour ce qui est de leur dévouement et de leur capacité, qui leur ont gagné la reconnaissance de ma délégation.

Enfin, je tiens à m'associer aux sentiments de satisfaction suscités par la présence de deux hôtes distingués, le Secrétaire d'Etat du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse et le Ministre d'Etat des affaires étrangères de l'Egypte. Je peux leur dire que ma délégation a écouté leurs déclarations avec un profond intérêt et qu'elle les étudiera avec soin.

Selon le programme de travail, les séances plénières de cette semaine sont consacrées au point 3 de l'ordre du jour, relatif à la prévention d'une guerre nucléaire.

Au risque d'allonger encore la série des déclarations faites continuellement à ce sujet dans les instances et les forums les plus divers, ma délégation ne juge pas totalement superflu de souligner à nouveau l'importance et la gravité considérables de ce point.

Selon moi, parmi tous les problèmes qui sont examinés ou doivent l'être dans le domaine du désarmement, l'élimination du danger de guerre nucléaire est de loin sans nul doute le plus essentiel et le plus fondamental.

Le dilemme auquel est confrontée l'humanité est à la fois simple et transcendant : c'est soit la survie, soit l'holocauste nucléaire. Malheureusement, les guerres ont accompagné l'homme depuis le début de son histoire. Tous les siècles ont connu des conflits de toutes dimensions. Ces confrontations ont entraîné d'énormes pertes humaines et matérielles, mais, vaille que vaille, les pays et les peuples ont survécu et s'en sont remis. Il n'en est déjà plus de même maintenant. Un conflit futur intéressant les Etats possédant les arsenaux les plus importants serait fatalement nucléaire. Il est inutile de retracer une fois de plus les perspectives apocalyptiques que nous connaissons tous. Ce qu'il faut souligner, c'est que cette sinistre alternative est perçue de plus en plus clairement par des secteurs croissants de la population mondiale, comme l'attestent les multiples manifestations qui ont eu lieu ces dernières années sous toutes les latitudes.

(M. Carasales, Argentine)

Le comble est que même les enfants, qui en des temps plus heureux, s'occupaient de questions plus appropriées à leur âge, ont maintenant pour préoccupation dominante la crainte d'une guerre nucléaire. Il y a quelques jours, lors de la séance d'ouverture du Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement - et je tiens à souhaiter la bienvenue aux participants à ce programme qui sont parmi nous - Mme Theorin, qui présidait alors la Conférence, a spécialement mentionné une enquête effectuée récemment en Suède, à laquelle 42 % des élèves interrogés ont répondu que la question qui les préoccupait le plus était la guerre nucléaire, alors que 11 % seulement craignaient le plus la mort de leurs parents. Je crois que ces chiffres sont éloquentes et significatifs au plus haut degré.

Des enquêtes de même nature effectuées dans d'autres pays industrialisés ont abouti à des résultats analogues. N'est-il pas aussi curieux que pathétique de voir que ce qui constitue le problème le plus aigu et le plus urgent de l'humanité semble être perçu avec plus de clarté par les enfants que par les hommes d'Etat et dirigeants auxquels incombe la responsabilité de prendre des décisions pour mettre fin à ce problème ou pour le moins le rendre moins aigu.

La thématique nucléaire présente différents aspects : interdiction des essais d'armes nucléaires, cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire, programme global de désarmement, gel nucléaire, non-emploi en premier des armes nucléaires, négociations bilatérales à Genève, etc. Fait-on quelque chose dans ces domaines ? Y a-t-il eu quelque changement dans les doctrines qui reposent précisément sur la menace de l'emploi de l'arme nucléaire ?

Le contraste entre la profonde préoccupation mondiale, qui n'est que trop justifiée, et l'absence totale de progrès vers l'objectif qui devrait être prioritaire, comme le souligne le Document final, ne saurait être plus tranché et plus alarmant. Il semble que deux mondes différents coexistent sur cette planète : celui de la rationalité, habité par l'immense majorité de l'humanité, pour lequel le choix entre la vie et la mort ne suscite aucun doute, et un autre monde, aussi minuscule que puissant, dont le discours mentionne sans cesse les systèmes de missiles et les systèmes antimissiles, les ogives simples ou multiples, les systèmes antibalistiques et antisatellites, les vecteurs nucléaires stratégiques ou de portée intermédiaire, les armes nucléaires tactiques ou de théâtre, les doctrines de dissuasion nucléaire ou de guerre nucléaire limitée, la capacité de première ou de seconde frappe, et utilise d'autres expressions semblables, de façon parfaitement naturelle et sans appréhension, comme s'il s'agissait d'articles d'usage courant et non d'éléments capables de détruire le monde que nous connaissons. Il serait absurde de supposer que ceux qui manipulent ces concepts sont inconscients de leurs horribles implications; cependant, l'absence totale de communication entre ces deux mondes contradictoires, mais en fait profondément liés, n'est pas moins absurde.

Le dialogue sur les divers aspects des problèmes nucléaires se caractérise par la stagnation et l'inefficacité. C'est déjà là en soi un fait extrêmement grave. Ce qui est encore plus préoccupant, c'est que même si l'on réalisait d'importants progrès sur les différents points, ce qui ne paraît pas être le cas, le risque de conflagration nucléaire serait à peine réduit, mais certes pas éliminé. Un traité sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires, par exemple, laisserait intacts les arsenaux actuels. Dans le meilleur des cas, les négociations bilatérales de Genève pourraient aboutir à une réduction des quantités de missiles nucléaires, mais ceux qui resteraient seraient plus que suffisants pour détruire plusieurs fois toute civilisation sur la Terre.

(M. Carasales, Argentine)

Toutes ces considérations mènent inexorablement à une seule conclusion : le risque de guerre nucléaire ne disparaîtra que quand les armes nucléaires auront été complètement éliminées. On semble oublier quelque peu cette réalité, qui a été reconnue aux paragraphes 47 et 56 du Document final. La société internationale ne doit avoir qu'un seul objectif majeur : l'interdiction des armes nucléaires, et toutes les actions devraient converger vers cet objectif. On peut se demander si le fait de consacrer son énergie à la promotion de mesures incomplètes et partielles qui n'assurent pas de façon concluante les fins recherchées ne représente pas en définitive un gaspillage d'efforts.

Dans le discours qu'il a prononcé devant cette Conférence, le 28 février dernier, le Chancelier de la République argentine a souligné l'alternative à laquelle nous sommes confrontés : éliminer l'arme nucléaire ou périr. La Déclaration publiée le 22 mai par les six chefs d'Etat ou de gouvernement commence ainsi : "A l'heure actuelle, la survie de l'humanité est en péril". Le poids de l'opinion publique mondiale et toutes les mesures internationales doivent s'orienter de plus en plus dans une direction déterminée : la suppression de l'arme nucléaire.

Cet objectif peut paraître irréaliste et illusoire, mais c'est en fait le seul qui puisse donner la tranquillité au genre humain. L'argument captieux selon lequel l'arme nucléaire est déjà une réalité et l'on ne peut pas la désinventer, ne doit pas être tenu pour valable. Si ce raisonnement avait été suivi, il aurait dû empêcher par exemple l'adoption de la Convention interdisant les armes bactériologiques et devrait actuellement nous amener à renoncer à tout effort pour interdire les armes chimiques qui, elles aussi, ont déjà été inventées.

On a déjà répété à satiété que nous sommes engagés dans une course contre le temps. Devant les réalités qui nous entourent - et qui sont des faits et non de simples spéculations sur l'avenir - nous n'avons pas le loisir de relâcher nos efforts, comme si nous devions toujours avoir à notre disposition un lendemain et même un surlendemain pour accomplir ce qui n'a pu être fait le jour même.

L'absence de progrès en matière de désarmement ne peut être imputée entièrement à la dégradation du climat international. Je crois que c'est parfois là une simple excuse pour dissimuler ou justifier l'absence de décisions politiques parfaitement possibles, même si la période actuelle est effectivement défavorable.

Nous devons comprendre que le temps ne joue pas en notre faveur. Il serait peut-être opportun d'évoquer un problème qui concerne la vérification. Je suis loin de contester la nécessité d'un système satisfaisant de vérification dans tout accord de désarmement, même s'il existe des exemples dans lesquels cet élément est absent. Au contraire, la confiance que ces accords doivent susciter dans ce domaine délicat et complexe est nécessairement fondée sur l'assurance qu'ils sont entièrement appliqués et respectés, condition qui ne peut être remplie que par un contrôle adéquat.

Cependant, on affirme fréquemment que le respect de telle ou telle interdiction est en fait impossible à vérifier et qu'il est donc inutile d'accomplir des efforts en ce domaine. Le corollaire logique de cette affirmation est que nous devrions attendre le moment où cette vérification, parfaite dirons-nous, sera jugée possible. Pourtant, qui nous dit qu'avec le temps elle deviendra plus facile et non plus difficile, voire impossible ? Nous vivons à une époque de progrès

(M. Carasales, Argentine)

technologiques vertigineux qui peuvent aboutir tant à la mise au point de nouveaux types d'armes qu'à celle de meilleures méthodes de détection. On peut aisément supposer que les ressources allouées dans le premier cas seront plus importantes que dans le second. Peut-on être sûr qu'un jour la sophistication et la miniaturisation des éléments destructeurs ne rendront pas la vérification impossible ? Pouvons-nous rester inactifs alors que l'objectif nous échappe de plus en plus ? N'est-il pas préférable d'entreprendre dès maintenant la négociation d'instruments internationaux de désarmement dans le contexte desquels la recherche de systèmes satisfaisants de vérification est à la fois possible et indispensable, sans gaspiller en pure perte un temps illimité dans l'attente d'un avenir dont on peut prévoir qu'il ne s'améliorera pas et sera probablement pire ?

La possibilité d'une guerre nucléaire est réelle, et nous ne pouvons pas nous échapper de cette planète. Tout le monde le sait et exprime son inquiétude, mais ceux qui peuvent agir à cet égard sont peu nombreux. Pouvons-nous assister impassibles à cette marche inexorable vers l'abîme, comme dans ces danses macabres du Moyen-Age, sans chercher à la freiner par tous les moyens à notre portée ? Telle est la question que se posent beaucoup de personnes, mais qui n'a encore trouvé aucune réponse satisfaisante. Dans l'intervalle, la Conférence du désarmement demeure entravée dans ses tentatives d'aborder sérieusement l'examen du point 3 de son ordre du jour, "Prévention de la guerre nucléaire".

Je ne puis conclure sans dire quelques mots des événements survenus ces derniers jours, qui font apparaître la possibilité d'engager une négociation sur l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins militaires.

Bien que l'on ignore encore le résultat final de cette approche, ma délégation ne peut que l'accueillir avec satisfaction, de même que toute démarche susceptible de nous conduire vers un monde moins dangereux et plus stable.

Néanmoins, je ne peux m'empêcher de formuler quelques questions concernant le processus qui se déroule déjà sur cette question dans le domaine multilatéral. Selon moi, il faut se demander quel sera dans ce contexte multilatéral l'effet de la tentative faite pour porter cette question sur le plan bilatéral, et notamment dans quelle mesure les deux démarches sont compatibles. La prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique est une question particulièrement préoccupante pour les Nations Unies, comme le montrent les nombreuses résolutions sur cette question adoptées par l'Assemblée générale qu'il est inutile de rappeler. Par ailleurs, aux termes du Document final (paragraphe 114), l'Organisation des Nations Unies est investie "d'un rôle central et d'une responsabilité primordiale dans le domaine du désarmement".

En 1982, le forum multilatéral unique de négociation sur le désarmement, qu'est la Conférence du désarmement, a inscrit à son ordre du jour un point portant spécifiquement sur ce problème. On a soutenu à maintes reprises - et récemment, avec une insistance particulière, à la dernière réunion du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, que la seule instance compétente pour s'occuper de la prévention de la course aux armements dans l'espace était la Conférence du désarmement.

Depuis deux ans, des efforts intensifs ont été accomplis pour mettre en action, dans le cadre de la Conférence, le mécanisme adéquat pour aborder l'examen approfondi de ce problème, avec les résultats que nous connaissons tous. Parallèlement, de nombreux pays ont manifesté maintes fois leur intérêt pour cette question qui

(M. Carasales, Argentine)

nous touche à des degrés divers. Le 12 juin dernier, le représentant de la France a résumé clairement la situation en indiquant que l'évolution récente dans ce domaine a "des implications directes pour la France, sa sécurité et celle de l'Europe. Elle intéresse également l'équilibre des relations Est-Ouest, ainsi que la sécurité internationale. Elle concerne par conséquent l'ensemble de la communauté internationale, ne serait-ce qu'en raison de ses incidences sur les perspectives de coopération en vue du développement des utilisations pacifiques de l'espace."

Cet intérêt collectif explique le sentiment de frustration que beaucoup éprouvent en voyant l'inutilité de nos efforts pour établir un comité spécial, efforts paralysés par les difficultés auxquelles se heurte le terme "négociations" dans tous les contextes où on veut l'introduire. C'est avec surprise mais aussi avec satisfaction que l'on entend mentionner fréquemment ce terme, avec ce qu'il implique, dans les récents échanges bilatéraux.

Nul ne conteste la possibilité, et même dans certains cas l'opportunité, d'établir des contacts directs entre les deux puissances les plus avancées dans l'utilisation de l'espace, mais ces contacts ne doivent jamais aller à l'encontre de l'objectif multilatéral en matière de désarmement, conquête - si je puis employer ce terme - que toutes les délégations déclarent appuyer et qui, par conséquent, devrait être préservée et encouragée.

Il ne faut pas oublier que les procédures de la Conférence du désarmement sont susceptibles d'adaptations, bien qu'on soit loin d'en avoir suffisamment utilisé les possibilités. Certains thèmes et certaines questions peuvent exiger, à une étape donnée de la négociation, un examen provisoire dans le cadre de groupes à participation restreinte. Cette procédure est réalisable dans le cadre de la Conférence du désarmement et serait à notre avis compatible avec l'approche multilatérale qui nous a coûté beaucoup d'efforts et que nous devons maintenir et renforcer, puisque la sécurité est indivisible et que, dans ce domaine, aucun problème n'est exclusivement bilatéral ou sans effet sur les autres. Il serait souhaitable que, pour ce sujet comme pour d'autres, les vastes possibilités qu'offre la Conférence du désarmement soient prises en considération et dûment mises à profit par tous les intéressés, en particulier dans le domaine spatial, si les tentatives faites actuellement pour recourir à d'autres voies ne donnent pas de résultats.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le représentant de l'Argentine de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à mon égard.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République populaire de Bulgarie, l'Ambassadeur Tellalov.

M. TELLALOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Camarade Président, votre accession à la présidence de cette Conférence pour le mois de juillet me donne l'occasion de rendre hommage, par dessus tout, à la politique et à la contribution que la fraternelle Union soviétique apporte à la cause du renforcement de la paix et de la sécurité internationales, de la cessation de la course aux armements et du désarmement. Cette politique et cette contribution constituent aujourd'hui un facteur décisif dans les relations internationales. La politique pacifique de l'Union soviétique, avec ses nombreuses propositions de grande portée, a une influence particulièrement positive sur les affaires internationales alors que l'humanité se trouve dans un moment difficile et responsable de son histoire.

(M. Tellalov, Bulgarie)

A la Conférence du désarmement, en particulier, le comportement actif de votre délégation a toujours été un exemple et une source d'inspiration pour tous ceux qui voient dans le processus du désarmement un moyen de renforcer la paix et la sécurité.

Je suis extrêmement heureux de vous féliciter, cher Victor Lévonovitch, qui êtes le chef de la délégation de l'URSS, ainsi qu'un érudit et un diplomate de grande renommée internationale. Je suis convaincu que votre expérience et vos talents bien connus seront extrêmement utiles pour les travaux de la Conférence.

Je saisis également cette occasion pour remercier Mme Theorin et l'Ambassadeur Ekéus, qui ont présidé nos travaux pendant le mois de juin, pour les efforts soutenus qu'ils ont déployés pour résoudre les problèmes pendents et leur attitude cohérente à l'égard des problèmes du désarmement.

J'aimerais également saluer la présence à notre séance d'aujourd'hui de Son Excellence Edouard Brunner, Secrétaire d'Etat au Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse et de Son Excellence Boutros Boutros Ghali, Ministre d'Etat aux affaires étrangères d'Egypte, et les remercier de leurs importantes déclarations.

Camarade Président, j'aimerais, à cette séance, m'attarder un peu sur la question de la "Prévention de la guerre nucléaire y compris toutes les questions qui lui sont liées", qui figure à notre ordre du jour aujourd'hui. Le problème de la prévention de la guerre nucléaire n'est pas nouveau et ma délégation l'a déjà soulevé à plusieurs reprises. Mais l'état de choses décevant en ce qui le concerne nous contraint d'y revenir une fois de plus et de souligner les aspects qui déterminent l'importance politique de ce problème et laissent entrevoir les difficultés de procédure et d'organisation qui entourent le début des négociations.

La menace nucléaire pèse sur nous tous. Seuls des efforts conjugués de la part des nations, quelles que soient leurs divergences, permettront de l'écarter. L'élimination du danger nucléaire exige des mesures promptes et concrètes.

Cela exige, tout d'abord, que l'on définisse clairement l'origine de cette menace et que l'on prenne des mesures dûment efficaces pour la réduire et l'éliminer.

Les programmes de réarmement nucléaire et les tentatives d'acquérir la supériorité militaire sont étayés et justifiés par des doctrines et des théories militaires qui envisagent le recours à une guerre nucléaire. Il en résulte en fin de compte une escalade de la course aux armements, l'accent étant mis sur les armes nucléaires. Dans le même temps, certaines forces essaient de convaincre la communauté internationale que tout cela est fait dans le but de préserver la paix et que la paix ne pourrait prétendument être assurée par la seule puissance militaire. En conséquence, les partisans d'une telle politique évitent même de mentionner la possibilité d'un désarmement nucléaire et encore moins l'amorce de négociations à la Conférence du désarmement dans ce domaine. Nous constatons chaque jour dans notre Conférence les conséquences d'une telle façon de penser :

D'une part, on affiche à l'échelle mondiale une prétendue volonté de négocier, mais, d'autre part, on n'aperçoit aucun signe d'une volonté politique d'entamer des négociations réelles et honnêtes portant sur le fond des questions les plus vitales qui préoccupent profondément tous les peuples, des questions à propos desquelles il serait possible de s'entendre. Une de ces questions prioritaires est celle de la prévention de la guerre nucléaire.

(M. Tellalov, Bulgarie)

La menace croissante d'une guerre nucléaire découle des politiques menées par certains milieux militaristes aux Etats-Unis, avec l'appui de quelques-uns de leurs alliés de l'OTAN. L'essence de cette orientation à long terme consciemment adoptée dans l'arène internationale revient à acquérir une position de domination à l'échelle mondiale pour les forces de l'impérialisme.

Ce but avoué est ouvertement proclamé, je cite :

"Nous", dit Caspar Weinberger, Secrétaire à la défense des Etats-Unis, "dépen serons tout ce qu'il faudra pour accroître la puissance militaire de l'Amérique et obtenir des avantages sur l'Union soviétique".

Sur la base de cette orientation stratégique, les vastes plans de réarmement des Etats-Unis se poursuivent sans relâche, des plans qui sont essentiellement des préparatifs accélérés à la guerre nucléaire. De même, des plans visant à militariser l'espace extra-atmosphérique qui sont en relation directe avec des possibilités de mener une guerre nucléaire sur la Terre continuent d'être mis en oeuvre à un rythme accéléré.

Les résultats de la dernière session de l'OTAN à Washington témoignent des intentions de ce bloc de persévérer dans son orientation militariste.

La République populaire de Bulgarie, les pays socialistes et l'écrasante majorité des pays dans le monde partagent l'opinion selon laquelle les réalités de notre temps exigent impérieusement que soit arrêtée et inversée la course aux armements, en premier lieu dans le domaine nucléaire; que les tentatives visant à acquérir une supériorité militaire et stratégique soient abandonnées, qu'il soit mis fin à toute nouvelle aggravation des tensions internationales et que la confrontation cède la place à un salutaire processus de détente.

L'évolution défavorable actuelle de la situation internationale souligne la priorité exceptionnelle qu'il convient d'accorder à la question de la prévention de la guerre nucléaire. C'est d'ores et déjà un facteur supplémentaire propre à accroître la responsabilité de la Conférence sur le désarmement en ce qui concerne le respect de ses obligations et l'exercice de sa compétence en la matière.

Ce n'est pas toutefois l'opinion de quelques-uns des membres de cette Conférence.

Ma délégation estime qu'il est grand temps de se demander pourquoi le seul forum chargé de mener des négociations sur la prévention de la guerre nucléaire n'est pas sollicité pour le faire. Je me sens encouragé à poser cette question par la Déclaration du Groupe des 21, en date du 28 juin dernier, où il est dit, à très juste titre, que :

"Dans sa résolution 38/183 G, adoptée par une majorité écrasante d'Etats Membres, l'Assemblée générale a clairement recommandé à la Conférence du désarmement d'engager, en toute priorité, des négociations en vue de réaliser un accord sur des mesures appropriées et concrètes visant à prévenir une guerre nucléaire. Le Groupe des 21 a fait preuve d'une grande souplesse pour qu'il soit au moins possible d'engager un débat sérieux sur cette question à la Conférence du désarmement, dans le cadre d'un Comité spécial. Mais, tous ces efforts sont restés vains jusqu'ici."

(M. Tellalov, Bulgarie)

On sait pertinemment que les pays socialistes, dans leurs efforts pressants en vue d'entamer des négociations sur le point 3, ont fait preuve de la plus grande souplesse. C'est pourquoi, à un stade antérieur des consultations organisées par le Président, les pays socialistes et ceux du Groupe des 21 ont ouvert la voie qui mène à la création d'un organe subsidiaire. A l'appui de leurs efforts constants en vue d'engager des négociations sur le point 3, les pays socialistes ont formulé des idées et des propositions concrètes et détaillées.

Qu'il me soit permis d'en rappeler quelques-unes :

1. Les rapports entre les Etats dotés d'armes nucléaires devraient être régis par certaines normes de caractère obligatoire, aux termes desquelles ces Etats devraient notamment :

- considérer la prévention de la guerre nucléaire comme l'objectif principal de leur politique extérieure, prévenir des situations propres à entraîner des conflits nucléaires et engager des consultations en vue de prévenir de tels conflits;
- renoncer à la propagande de la guerre nucléaire sous toutes ses variantes - guerre globale ou limitée;
- s'engager à ne pas être les premiers à utiliser des armes nucléaires;
- s'abstenir d'utiliser des armes nucléaires, en quelque circonstance que ce soit, contre des pays non dotés d'armes nucléaires, sur les territoires desquels il n'existe pas de telles armes;
- empêcher la prolifération des armes nucléaires sous toutes leurs formes;
- oeuvrer progressivement, sur la base du principe de la sécurité égale, en faveur de la réduction des armements nucléaires, jusqu'à l'élimination complète de ces armes sous toutes leurs formes.

2. Le gel, avec une vérification appropriée, des armes nucléaires des points de vue quantitatif et qualitatif. L'Union soviétique, qui est l'auteur de cette proposition, a dit clairement que cette mesure devrait être prise par tous les Etats dotés d'armes nucléaires ou, dans une première phase, par l'URSS et les Etats-Unis seulement, étant entendu que les autres Etats dotés d'armes nucléaires suivraient leur exemple.

3. Autres mesures destinées à renforcer le principe du non-recours à la force dans les relations internationales et à garantir l'application de ce principe :

- la conclusion à l'échelle mondiale d'un traité à cette fin ainsi que d'un traité sur la renonciation mutuelle à l'utilisation de la force militaire et sur le maintien de relations pacifiques entre les Etats membres de l'Organisation du Traité de Varsovie et de l'OTAN. Les pays socialistes appuient également la proposition de conclure une convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires, avec la participation de tous les Etats dotés de ces armes.

4. La prévention d'une course aux armements dans d'autres milieux potentiellement dangereux, en particulier dans l'espace extra-atmosphérique.

(M. Tellalov, Bulgarie)

Outre ces dispositions fondamentales, les délégations des pays socialistes à la Conférence du désarmement ont formulé une série de considérations et d'idées sur d'importants aspects du problème de la prévention de la guerre nucléaire - par exemple, la déclaration de l'URSS du 5 avril (CD/PV.256), la déclaration de la République démocratique allemande du 3 avril (CD/PV.255), la déclaration de la République populaire hongroise (CD/PV.250), la déclaration de la République populaire de Bulgarie du 13 mars (CD/PV.249). Ces idées pourraient être légitimement rapprochées de la proposition faite le 6 mars par le distingué représentant du Mexique, l'Ambassadeur Garcia Robles (CD/PV.247), visant à entreprendre immédiatement l'élaboration d'un accord multilatéral sur la non-utilisation en premier des armes nucléaires.

Camarade Président,

Ma délégation a rappelé les propositions fondamentales des pays socialistes concernant le point 3 de notre ordre du jour, afin d'illustrer par des exemples concrets le fait qu'en se joignant aux consultations portant sur l'élaboration d'un mandat pour l'organe de travail, les pays socialistes proposent en même temps une vaste somme de réflexions susceptibles d'enrichir le processus de l'élaboration de mesures appropriées et concrètes. La position des pays socialistes a toujours consisté à vouloir résoudre le problème de la prévention de la guerre nucléaire, et ce à titre prioritaire et avec les efforts d'un groupe élargi d'Etats.

Camarade Président,

L'approche adoptée par nos interlocuteurs occidentaux est totalement différente. A la présente session, ils n'ont pas modifié leurs points de vue sur la question de la prévention de la guerre nucléaire, comme en témoignent aussi bien l'absence de nouveaux documents de travail que le silence observé sur cette question au cours des débats en séance plénière. Quant aux consultations sur l'élaboration d'un mandat, le comportement de certains Etats occidentaux n'a fait que renforcer nos craintes du fait que ces Etats cherchent en réalité à différer jusqu'à un moment non spécifié, voire même à retarder indéfiniment, la prise d'une décision d'entreprendre effectivement des travaux sur le point 3.

L'attitude négative de quelques Etats occidentaux constitue un obstacle à la solution du problème le plus aigu qui se pose dans les relations internationales de notre temps. Il faut changer d'approche si l'on veut ouvrir des perspectives réelles de pouvoir commencer à travailler concrètement sur le point 3 dans un proche avenir.

S'il en était autrement, ceux qui font obstacle à cette action auraient le mérite douteux d'avoir laissé passer une session de plus de la Conférence du désarmement sans que des mesures pratiques soient adoptées à propos de cette question.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le représentant de la République populaire de Bulgarie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de mon pays et de moi-même.

Ma liste d'orateurs pour aujourd'hui est épuisée. Y a-t-il une autre délégation qui souhaite prendre la parole ? Cela ne semble pas être le cas.

(Le Président)

Le secrétariat a distribué aujourd'hui un calendrier des séances et réunions que la Conférence et ses organes subsidiaires spéciaux doivent tenir au cours de la semaine qui vient. Ce calendrier a été établi en consultation avec les présidents des comités spéciaux de la Conférence. Je voudrais signaler qu'une réunion officielle se tiendra le mardi 10 juillet dans la matinée au lieu de l'après-midi, en raison du fait qu'il n'y a qu'un seul orateur inscrit pour mardi. Comme d'habitude, le calendrier présente un caractère purement indicatif et peut être modifié en cas de besoin. En outre, je voudrais rappeler qu'à notre réunion officielle de mardi, j'ai informé les membres que je serai à la disposition de toutes les délégations pour des consultations sur tout sujet ayant trait aux activités de la Conférence et que je réserve à cette fin chaque lundi matin, de 10 heures à 13 heures. Le calendrier a été établi en tenant compte de cet arrangement.

En l'absence d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Je me propose maintenant de lever la séance plénière et de convoquer une réunion officielle d'ici cinq minutes, comme je l'ai annoncé au début de notre séance plénière d'aujourd'hui.

La séance est suspendue à 12 h 55; elle est reprise à 13 heures.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : La séance plénière de la Conférence du désarmement est reprise. Nous venons d'examiner la question de la désignation de l'Ambassadeur Borislav Konstantinov, de la République populaire de Bulgarie, aux fonctions de Président du Comité spécial créé au titre du point 6 de notre ordre du jour. En l'absence d'objections, je considérerai que la Conférence décide de désigner l'Ambassadeur B. Konstantinov aux fonctions de Président du Comité spécial au titre du point 6 de l'ordre du jour de la Conférence.

Il en est ainsi décidé.

Permettez-moi, en votre nom, de féliciter l'Ambassadeur Konstantinov et de lui souhaiter un plein succès dans les travaux du Comité chargé du point 6, auquel nous attachons tous une grande importance. Quelqu'un souhaite-t-il prendre la parole ? Je la donne à l'Ambassadeur Konstantinov.

M. KONSTANTINOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Je voudrais exprimer ma gratitude pour la confiance dont les distingués représentants à la Conférence du désarmement ont fait preuve à l'égard de ma délégation et de moi-même. J'espère qu'avec la pleine coopération de mes collègues nous pourrions trouver, sinon des solutions, du moins des moyens de nous rapprocher de l'accomplissement d'une tâche difficile. Pour ma part, je n'épargnerai, au cours des consultations effectuées dans le cadre du Comité, aucun effort pour m'acquitter avec succès de ma mission. Je vous remercie très sincèrement.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie l'Ambassadeur Konstantinov. Y a-t-il encore d'autres questions ? Cela ne semble pas être le cas.

Permettez-moi de vous rappeler que la prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 10 juillet, à 10 h 30.

La séance est levée à 13 h 5.